



FUKUSHIMA : la Corruption Médiatique qui Protège TEPCO et Censure Gouvernementale des Médias

[Cartoradiations](#) Extract [The Asia-Pacific Journal: Japan Focus](#)



par Makiko SEGAWA à Fukushima

À Tokyo, le 6 avril, en présence de Uesugi Takashi, un groupe de journalistes indépendants, a tenu une conférence de presse avec de nombreux membres du Democartic Party of Japan (DPJ) y compris l'ancien Premier ministre Hatoyama Yukio, mettant en doute l'interprétation des médias à la suite du désastre de Fukushima.

Kawauchi Hiroshi, un député membre du DPJ à la Chambre des Députés, a déclaré que "des *Informations sur la diffusion des radiations devraient être correctement révélées à la nation.*

Cependant, jusqu'ici ça ne s'est produit qu'une fois". Il a expliqué la frustration des officiels locaux. "Les informations de TEPCO (Compagnie d'Énergie Électrique de Tokyo) devraient être précisément transmises". J'ai parlé au maire du village de Lidate (dans la zone de 30km), qui m'a dit : "Il n'y a aucune information et je ne sais pas que faire".

Uesugi Takashi a expliqué le cœur du problème derrière la désinformation et les rumeurs.

"Des journalistes indépendants et des médias étrangers suivent les faits, entrant même dans la zone d'exclusion des radiations. Cependant, étonnamment, le gouvernement du Japon continue à empêcher des journalistes indépendants et des médias étrangers d'accéder aux conférences de presse officielles au siège du Premier ministre et du gouvernement."

Uesugi Takashi a déclaré que, depuis le 11 mars, le gouvernement a exclu tous les médias Internet et tous les médias étrangers de conférences de presse officielles de la "**Situation d'Urgence**". Tandis que des médias étrangers se sont bousculés pour rassembler des informations sur les réacteurs du site nucléaire de Fukushima, ils ont été refusés d'accès aux informations directes fournies par le gouvernement, et une conséquence de cela est que "les nouvelles se sont répandues comme des rumeurs diffusées depuis l'étranger."

En fait, l'accès a été limité de deux façons.

En premier, tandis que le Secrétaire en chef du Cabinet, Edano Yukio, tient deux conférences de presse par jour pour les représentants des grands médias japonais, les représentants enregistrés de médias indépendants et d'Internet sont limités à une simple conférence de presse par semaine. Deuxièmement, par contraste avec les médias japonais qui sont informés régulièrement par Edano et, périodiquement, par le Premier Ministre Kan, les médias étrangers sont informés exclusivement par le personnel administratif.

Uesugi Takashi note aussi qu'aux conférences de presse de TEPCO, qui sont maintenant tenues au siège social, des correspondants étrangers et des journalistes indépendants japonais posent régulièrement des questions d'investigations, tandis que des journalistes pigistes enregistrent simplement



et rapportent les déclarations de l'entreprise TEPCO, réitérant que la situation est essentiellement sous contrôle et qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Une raison à cela, suggère Uesugi Takashi, est que TEPCO, sponsor médiatique géant, a un budget publicitaire de 20 milliards de yens annuel. En conséquence, "Les médias continuent à défendre les informations de TEPCO!" Les médias japonais ne sont aujourd'hui pas différents des médias de la propagande de guerre qui ont continué à répéter, jusqu'à la dernière extrémité, que "le Japon gagne la guerre contre l'Amérique" s'est exclamé Uesugi.

Il y a un exemple particulièrement révélateur des médias protégeant TEPCO par la suppression des informations. Cela concerne "le plutonium". Selon Uesugi, après l'explosion des tuyauteries de refroidissement des réacteurs, le 14 mars, il y a eu la préoccupation au sujet d'une possible fuite de plutonium notamment pour l'unité n°3. Cependant, étonnamment, jusqu'à deux semaines après, quand Uesugi a posé la question, pas un seul représentant médiatique n'avait soulevé la question du plutonium aux conférences de presse de TEPCO.

Le 26 mars, en réponse à la question d'Uesugi Takashi, TEPCO a déclaré : "Nous ne mesurons pas le niveau de plutonium et n'avons même pas de détecteur pour le mesurer." Ironiquement, le jour suivant, le Secrétaire en chef du Cabinet, Edano, a annoncé que "du plutonium a été détecté".

Quand TEPCO a finalement diffusé des données sur le plutonium radioactif le 28 mars, il a déclaré que les plutonium-238, -239 et -240 ont été trouvés dans la terre, mais il a insisté sur le fait que ça ne posait aucun risque aux humains. Depuis, TEPCO n'a fourni aucune clarification sur la signification des découvertes de radiation issues du plutonium, la presse courante a simplement annoncé la présence de la radiation sans évaluation. La Télévision Nipponne, le 29 mars, a mis en titre, lors de son interview avec le Professeur Nakagawa Keiichi de l'Université de Tokyo, spécialiste des radiations : "Plutonium de l'usine nucléaire - aucun effet sur le voisinage (environnement proche)."

Le 15 mars, Uesugi Takashi a critiqué TEPCO pour son attitude fermée envers l'information sur un programme de radio TBS. Pour cela, il a été immédiatement renvoyé de son programme régulier. Le scandale impliquant la mise sous silence des médias par TEPCO a pris une tournure intéressante deux semaines plus tard. Au moment du désastre, le 11 mars, le Président de TEPCO, Katsumata Tsunehisa, accueillait des douzaines de cadres de médias courants dans "une session d'étude" en Chine. Quand le journaliste indépendant, Tanaka Ryusaku, a demandé pourquoi, à une conférence de presse de TEPCO le 30 mars, Katsumata a défendu cette pratique, il lui a été répondu : "C'est un fait que nous avons voyagé ensemble en Chine," a-t-il dit, "[TEPCO] n'a pas payé toutes les dépenses du voyage, mais nous avons payé plus qu'eux. Certainement ce sont les cadres des mass-médias, mais ils sont tous membres de la session d'étude."

Quand Tanaka Ryusaku a demandé les noms des cadres médiatiques accueillis par TEPCO en Chine, Katsumata a répliqué, "je ne peux pas révéler leurs noms puisque c'est une information privée." Mais c'est précisément de telles relations collusoires (d'entente secrète) entre les médias courants, le gouvernement et TEPCO, que résulte la censure de l'information concernant les problèmes nucléaires.

Dorénavant, le Gouvernement japonais a pris des mesures contre les reportages indépendants et la critique de la politique du Gouvernement à la suite du désastre nucléaire, en décidant de quels citoyens peuvent ou ne peuvent pas parler en public. Une nouvelle équipe de "projet" (Ndlr : en d'autres termes plus explicites "équipe de censure") a été créée par le Ministère des Affaires Intérieures et de la Communication, l'Agence Nationale de Police et METI, pour combattre les "rumeurs" considérées nuisibles pour la sécurité japonaise à la suite du désastre de Fukushima.

Le gouvernement prétend que les dégâts causés par les tremblements de terre et par l'accident nucléaire sont amplifiés par des rumeurs irresponsables et qu'il doit agir pour le bien public.

L'équipe du "projet" a commencé à envoyer des "lettres de requête" à des organisations telles que les opérateurs de téléphonie, les fournisseurs d'accès à Internet, des stations de télévision câblée et d'autres, exigeant qu'ils "prennent des mesures adéquates basées sur les directives en réponse aux informations illégales." Les mesures incluent l'effacement de toute information de sites Internet que les autorités considèrent nuisible pour l'ordre public et la moralité.

Makiko Segawa est journaliste titulaire à l'Agence de Presse Shingetsu. Elle a préparé ce rapport à Fukushima et Tokyo. Elle peut être contactée à shingetsunewsagency@gmail.com

Citations Recommandées : Makiko Segawa, Fukushima Residents Cherche des Réponses Parmi les Signaux Mélangés de Médias, TEPCO et le Gouvernement. Le rapport de la Zone d'Exclusion de Radiations, le Journal d'Asie-Pacifique Vol 9, Publication 16 No 2, du 18 avril 2011.

www.cartoradiations.fr Traduction Christine, vérifications Dominique et Hugo